

Avenant au contrat d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire entre XX et Infrabel

Responsabilité de l'entreprise ferroviaire désignée par un candidat non-entreprise ferroviaire

Le présent avenant au contrat d'utilisation de l'infrastructure est conclu entre :

le gestionnaire de l'infrastructure, la Société Anonyme de Droit Public Infrabel, place Marcel Broodthaers 2, B-1060 Bruxelles - RPM 0869.763.267, représentée par Madame Ann Billiau, Chief Client Officer

et

l'entreprise ferroviaire [NOM EF, ADRESSE] – inscrite à la B.C.E sous le n° d'entreprise [*] - représentée par [NOM, FONCTION].

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le gestionnaire de l'infrastructure et l'entreprise ferroviaire ont conclu un contrat d'utilisation de l'infrastructure le [*] (ci-après, le « contrat d'utilisation ») ;

L'entreprise ferroviaire a l'intention d'utiliser de la capacité attribuée par le gestionnaire de l'infrastructure à un ou plusieurs candidats non entreprise ferroviaire. L'entreprise ferroviaire sera désignée à cette fin par chaque candidat non entreprise ferroviaire.

Le candidat non entreprise ferroviaire n'étant pas une entreprise ferroviaire, il ne bénéficie pas d'un système de reconnaissance ou d'accréditation en matière de sécurité et ne supporte aucune responsabilité en matière de sécurité. Il appartient à l'entreprise ferroviaire de faire les vérifications nécessaires.

Le présent avenant vise à mettre en œuvre ces principes, en confirmant que l'entreprise ferroviaire supporte la responsabilité de l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, même quand elle utilise de la capacité attribuée à un candidat non entreprise ferroviaire.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de régler l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire par l'entreprise ferroviaire dans le cas où des capacités ont été attribuées à un candidat non entreprise ferroviaire. Pour éviter toute ambiguïté, le présent avenant ne s'applique pas aux situations où l'entreprise ferroviaire utilise la capacité qui lui a été attribuée, ces dernières situations restant régies par le seul contrat d'utilisation.

Article 2 : Adaptations au contrat d'utilisation

Dans tous les cas où l'entreprise ferroviaire utilise une capacité qui a été attribuée au candidat non entreprise ferroviaire, le contrat d'utilisation est d'application moyennant les adaptations suivantes :

- a. Toutes les références faites par le contrat d'utilisation à la capacité attribuée doivent se comprendre comme s'appliquant à la capacité attribuée au candidat.
- b. A l'article 1.3, la définition du mot « candidat non entreprise ferroviaire » est ajoutée : « le terme « candidat non entreprise ferroviaire » désigne une entité visée à l'article 3, 11° du Code ferroviaire mais qui n'a pas la qualité d'entreprise ferroviaire ».
- c. A l'article 1.3, la définition des mots « temps réel » est ajoutée : « l'expression « temps réel » a la signification qui découle du chapitre 4 du document de référence du réseau. »
- d. A l'article 1.3, la définition des mots « matériel roulant de l'entreprise ferroviaire » est complétée comme suit : « Le terme « matériel roulant de l'entreprise ferroviaire » désigne tous les types de véhicules (locomotives, wagons et autres véhicules) utilisés par l'entreprise ferroviaire, par des entreprises agissant pour son compte pour exécuter ses services de transport ferroviaires ou, par ses sous-traitants; pour éviter tout malentendu, ce terme comprend également les véhicules mis à la disposition de l'entreprise ferroviaire par le candidat non entreprise ferroviaire, sous quelque forme juridique que ce soit ».
- e. L'article 2.1, dernier alinéa, est remplacé par le texte suivant : « le candidat non entreprise ferroviaire désigne à titre strictement personnel l'entreprise ferroviaire pour utiliser les capacités qui ont été attribuées au candidat. L'entreprise ferroviaire ne peut les transférer ou en faire bénéficier un tiers ou un autre service. »
- f. L'article 2.5.1, alinéa 1er, est remplacé par le texte suivant : « 2.5.1 Pour ce qui concerne les communications en temps réel, le gestionnaire de l'infrastructure met à disposition de l'entreprise ferroviaire, en temps utile, des informations sur :
 - La capacité qui a été attribuée au candidat non entreprise ferroviaire ainsi que les restrictions et prescriptions applicables à l'égard de l'infrastructure, la sécurité, l'exécution du service et l'environnement.
 - Les modifications importantes concernant la qualité ou la capacité de l'infrastructure qui est utilisée par l'entreprise ferroviaire.

L'entreprise ferroviaire utilise la capacité pour laquelle elle a été désignée par le candidat non entreprise ferroviaire en tenant compte :

- Des caractéristiques techniques et fonctionnelles de l'infrastructure ;
- Des conditions relatives à la sécurité, à l'exécution du service, à l'environnement telles que déterminées par le gestionnaire de l'infrastructure. »

- g. L'article 2.7, alinéa 2, est remplacé par le texte suivant : « Lors du temps réel, l'entreprise ferroviaire désignée par le candidat non entreprise ferroviaire pour utiliser les capacités de l'infrastructure attribuées à celui-ci peut renoncer à l'utilisation de tout ou partie des capacités concernées conformément aux dispositions du DRR. »
- h. Les dispositions suivantes du contrat d'utilisation ne sont pas d'application :
- i. Chapitre 3
 - ii. Chapitre 6, alinéa 3
 - iii. Chapitre 6, alinéa 4
 - iv. Chapitre 6, alinéa 5, dernier tiret
 - v. Conditions particulières, articles 5 et 6

Toutes les autres dispositions du contrat d'utilisation s'appliquent de manière inchangée.

Article 3 : Responsabilité de l'entreprise ferroviaire pour l'utilisation de l'infrastructure

L'entreprise ferroviaire est pleinement responsable de l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire dans les termes du contrat d'utilisation.

L'entreprise ferroviaire ne peut notamment, de quelque manière que ce soit, exclure ou limiter sa responsabilité vis-à-vis du gestionnaire de l'infrastructure pour des motifs tirés (i) du défaut de conformité du matériel ferroviaire mis, le cas échéant, à la disposition de l'entreprise ferroviaire, sous quelque forme juridique que ce soit, et (ii) de l'inexactitude des informations relatives à l'utilisation de l'infrastructure fournies par un candidat non entreprise ferroviaire au gestionnaire de l'infrastructure et/ou à l'entreprise ferroviaire. Ces informations comprennent, sans prétention à l'exhaustivité :

- Les informations quant au transport de marchandises dangereuses ou non, au sens de la réglementation, dans chaque convoi ;
- Les informations quant à la composition des trains et aux conditions particulières de la circulation prévue ;
- Les informations quant au matériel ferroviaire mis, le cas échéant, à la disposition de l'entreprise ferroviaire par un candidat non entreprise ferroviaire ;
- Les informations relatives aux limitations de la capacité à utiliser (par exemple, limitation temporaire de la vitesse), dans l'état où le candidat non entreprise ferroviaire les a reçues du gestionnaire de l'infrastructure.

L'entreprise ferroviaire fait son affaire d'obtenir ces informations en temps utile et de manière correcte auprès du candidat non entreprise ferroviaire. L'entreprise ferroviaire procède, le cas échéant, aux vérifications nécessaires. L'utilisation des capacités attribuées à un candidat non entreprise ferroviaire est couverte par l'assurance ou la mesure équivalente visées à l'article 4.2 du contrat d'utilisation.

Article 4 : Contrat de désignation

L'entreprise ferroviaire garantit à Infrabel l'existence d'un contrat de désignation avec le candidat non entreprise ferroviaire. L'entreprise ferroviaire présente à Infrabel ledit contrat de désignation à la demande d'Infrabel.

Article 5 : Divers

Conformément à l'article 9.3 du contrat d'utilisation, le présent avenant est annexé au contrat d'utilisation.

Fait à [*], le [*], en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour Infrabel,

Pour l'entreprise ferroviaire,